

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 28/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CHIMIREC DARGELOS SA**

Z.A. Mounéou  
40400 Tartas

Références : -  
Code AIOT : 0005206481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement CHIMIREC DARGELOS SA implanté Route de Tartas Z.A. Mounéou 40400 Tartas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans une action régionale évaluant la gestion des produits chimiques et le niveau d'appropriation des FDS par les exploitants. L'objectif principal était de vérifier si les prescriptions de sécurité sont lues, comprises et appliquées concrètement par le personnel. L'examen a aussi porté sur la conformité de l'état des stocks ICPE et la validation des dispositifs de rétention et de défense incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC DARGELOS SA
- Route de Tartas Z.A. Mounéou 40400 Tartas
- Code AIOT : 0005206481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

CHIMIREC DARGELOS est une installation de tri et de transit de déchets.

Le site compte 42 salariés.

Annuellement, CHIMIREC DARGELOS collecte 6 100 tonnes d'huiles usagées et 7 000 tonnes de déchets autres sur son périmètre de chalandise (Landes, Gironde, Gers, Pyrénées Atlantique, Haute-Pyrénées, Lot-et-Garonne).

Le site est installé sur la commune de Tartas depuis 2006.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 6
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 7.4.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation documentaire est jugée robuste avec un état des stocks et un archivage des fiches de risques déchets actualisés quotidiennement. L'inspection par échantillonnage a validé la conformité des fiches de données de sécurité et la séparation physique des produits incompatibles. Les dispositifs de rétention et les moyens de lutte contre l'incendie s'avèrent globalement cohérents avec les calculs du dossier d'autorisation de 2022. Des opérations de maintenance corrective sont identifiées sur le parc d'extincteurs pour traiter des anomalies ponctuelles de corrosion ou de péremption. Enfin, le système de détection incendie doit être amélioré pour être en tout temps et tout lieu compatible au risque à détecter.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks présenté par l'exploitant pour répondre à ses obligations réglementaires est à la fois numérique et physique. Il dispose d'un logiciel métier dédié (Unicom), permettant l'édition sous forme de tableur ou de fichier PDF pour une transmission aux autorités. Quotidiennement, une version papier est imprimée et déposée dans une banette à l'accueil du site pour être tenue à la disposition immédiate des services de secours. Ce document fait le lien avec la nomenclature ICPE, regroupant les matières par familles (acides, bases, batteries, etc.). Pour chaque ligne, il précise systématiquement le tonnage maximal autorisé par l'arrêté préfectoral, la quantité nette présente sur site et le pourcentage d'occupation de la capacité. L'état des stocks intègre explicitement les Déchets Industriels Non Dangereux (DIND), incluant les matières combustibles comme les métaux, le verre et les pare-chocs en plastique. Cette synthèse inclut également les mentions de danger H (ex: H225, H314) et s'accompagne, dans le dossier d'urgence à destination des services de secours, de fiches précisant la nature physico-chimique des déchets et de plans de stockage par îlots. L'état des stocks, présenté à la date du 5 mars 2026, indique une occupation nette moyenne de 36 % pour l'activité principale de transit (rubrique 3550), sur une capacité totale autorisée de 1 541,35 tonnes. Cependant, la catégorie "DIND Métaux" (34,16 tonnes) est en dépassement de la

capacité autorisée de 6,10 tonnes. L'exploitant justifie ce surplus par l'essor récent des collectes de petites quantités diffuses (type disques de frein) en garages, précisant qu'une demande de régularisation de ce flux est en cours avec l'administration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p><u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant centralise environ 150 références de fiches de données de sécurité (FDS) sur un répertoire informatique partagé, accessible via l'intranet à l'ensemble du personnel du site. La communication des risques associés aux produits chimiques et aux déchets est assurée lors du parcours d'intégration, lors des sessions de formation et des « causeries » sécurité régulières. Lors de l'inspection, la validité des informations a été vérifiée par échantillonnage : les FDS de l'émulseur Filmopol (février 2021) et Van Rullen (révisée en 2023) ont été tenues à disposition. Aucune des FDS tenues à disposition n'est antérieure à 2020.</p> <p>La disponibilité effective des informations auprès des employés a été illustrée au laboratoire par le Chimiste présent, exposant également les procédures de caractérisation des flux entrants et de la gestion des incompatibilités chimiques.</p> <p>Cette organisation permet à l'exploitant de s'assurer que les opérateurs de tri et de maintenance ont connaissance des consignes de sécurité et, en particulier, pour la mise en œuvre les équipements de protection individuelle requis pour chaque substance. Enfin, un dossier physique regroupant les fiches de risques par nature de déchets est maintenu à l'accueil pour les services de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p>

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié par échantillonnage la mise en œuvre des prescriptions des fiches de données de sécurité (FDS) des émulseurs Filmopol 6 et Uniseral 3F.</p> <p>Conformément à la rubrique 7, les produits sont maintenus dans leurs emballages d'origine et positionnés à proximité immédiate des points d'usage.</p> <p>Pour la lutte contre l'incendie (rubrique 5), le site dispose de six RIA transformables en PIA, dotés de deux fûts de 200 litres d'émulseur chacun pour une intervention rapide.</p> <p>La protection de l'environnement (rubriques 6 et 13) repose sur un bassin de rétention de 690 m<sup>3</sup> et des vannes d'isolement sécurisant les réseaux de collecte contre tout rejet accidentel.</p> <p>La maîtrise des incompatibilités chimiques (rubrique 7) est assurée par l'usage d'alvéoles de stockage distinctes pour les acides et les bases, complétée par un affichage de tableaux de compatibilité au laboratoire.</p> <p>La maintenance des équipements de détection et d'extinction est attestée par les rapports périodiques des prestataires spécialisés.</p> <p>Enfin, les procédures d'élimination incluent le pompage et le reconditionnement des déchets dangereux vers des filières de traitement agréées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a abordé la conformité des volumes de rétention sans réaliser de nouveaux calculs capacitaires exhaustifs lors de la visite.</p> <p>L'exploitant a précisé que les alvéoles de stockage et le bâtiment lui-même sont conçus pour assurer une rétention étanche globale. Le contrôle a ciblé les liquides dangereux en consultant l'état des stocks numérique qui intègre systématiquement les mentions de danger H. La disponibilité immédiate de ces données de risques a été validée par une extraction en temps réel</p>

pour des catégories comme les acides.

L'Étude de Dangers justifie techniquement la conformité en appliquant la méthodologie de dimensionnement D9A. Elle établit un besoin de rétention global de 530 m<sup>3</sup> face à un bassin étanche d'une capacité disponible de 693 m<sup>3</sup>. Le site dispose également de rétentions dédiées aux cuves de déchets liquides d'une capacité cumulée de 565 m<sup>3</sup>.

Le Plan de Défense Incendie (PDI) répertorie ces dispositifs de confinement et la localisation des vannes d'isolement de sécurité. Il inclut des plans de stockage par îlots identifiant précisément les risques d'incendie et d'explosion par zone. Cet ensemble documentaire précise la nature physico-chimique des flux pour faciliter l'intervention immédiate des services de secours. Les capacités de confinement réelles sont supérieures aux volumes accidentels potentiels modélisés.

Le PDI et l'étude de dangers démontrent la cohérence de conception entre l'inventaire des produits dangereux et les moyens de confinement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

L'inspection a vérifié la gestion des incompatibilités via la matrice incluse dans l'Étude de Dangers et les tableaux affichés au laboratoire. Le contrôle visuel a confirmé que les acides et les bases sont isolés dans des alvéoles dotées de rétentions indépendantes et non communicantes. La maîtrise des flux repose sur l'émission de certificats d'acceptation préalable et un contrôle analytique systématique des déchets à leur arrivée. Les chimistes du site déterminent l'affectation des produits, notamment pour les comburants stockés en zone neutre ou avec les acides selon leur nature. La conception constructive du bâtiment assure une séparation physique permanente des liquides dangereux par des pentes et des murets de confinement. L'exploitant utilise des grilles d'incompatibilité standard pour sensibiliser le personnel et encadrer les opérations de regroupement et de transit. La conformité des stockages a été validée par échantillonnage, montrant l'adéquation entre l'étiquetage des dangers et les zones de rétention affectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Surveillance des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 7.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique des équipements de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations

électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.  
Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :**

Les derniers rapports de vérification de février 2026 "CHRONOFEU" des extincteurs et des RIA ont été produits à l'inspection à la suite de la visite.

Le rapport (12 février 2026) concernant les extincteurs identifie plusieurs anomalies nécessitant des remplacements ou des remises à niveau :

- Trois appareils sont à remplacer car corrodés (Bâtiment administratif/couloir, Cuves huiles noires, Local filtration).
- Trois extincteurs doivent être remplacés en raison d'une date d'épreuve dépassée (Bâtiment administratif 2/entrée, Cuve huiles noires, Mezzanine accès toit).
- Une housse de protection est à prévoir (en devis) pour l'appareil situé au bâtiment hydrocureur.

En dehors de ces observations spécifiques mentionnées « A FAIRE », le reste du parc (environ 80 appareils) est réputé en bon état de fonctionnement.

Le rapport (15 février 2026) concernant les RIA identifie que les 6 RIA répartis sur le site sont signalés comme étant en bon état de fonctionnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

il est demandé à l'exploitant de produire, sous 3 mois, la justification que les 3 extincteurs corrodés et les 3 extincteurs périmés ont été remplacés

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 7.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

En l'absence de personnel, l'alarme est reportée vers la société de télésurveillance qui avertit l'astreinte de la société CHIMIREC DARGELOS qui effectue une levée de doute sur site.

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire



dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

#### Constats :

L'exploitant a remis à la suite de la visite les deux derniers rapports de vérification du système automatique de détection incendie.

Ces rapports de visite semestrielle de SIEMENS de 2025 signalent plusieurs dysfonctionnements et points de vigilance concernant le Système de Sécurité Incendie (SSI) :

- Le rapport de juin 2025 mentionne le remplacement de deux détecteurs de fumée (FDO241) dans la zone de réception suite à des déclenchements intempestifs. L'exploitant précise lors de l'inspection que ces composants électroniques peuvent parfois envoyer de fausses alertes nécessitant un recalibrage ou un échange.
- Lors de la visite du 23 au 24 décembre 2025, le technicien en charge de la vérification a dû procéder à la suppression d'un nid d'oiseau qui obstruait un détecteur dans l'une des alvéoles de stockage.

Les deux rapports de 2025 soulignent formellement une « *inadéquation de la détection par rapport aux risques à surveiller* ». Ce constat renvoie à la problématique des nuages d'aérosols générés par le nettoyage haute pression (Karcher) qui saturent les capteurs actuels. Du fait de cette inadéquation, l'exploitant place quotidiennement six zones sous détection en mode « hors service » durant les opérations de lavage pour éviter les fausses alarmes, avant de les réactiver le soir. Le rapport de décembre 2025 confirme que le système est laissé dans cet état partiel au départ du technicien.

Malgré ces points, les rapports concluent qu'après interventions (remplacements et nettoyages), la centrale incendie et les matériels associés présentent un bon état de fonctionnement global lors des essais de fin de visite

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant présente un projet technique (incluant un devis ou un calendrier de travaux) visant à remplacer les détecteurs saturés par les aérosols de lavage par des dispositifs adaptés à cet environnement, afin de garantir une surveillance permanente sans déclenchements intempestifs.

Dans l'attente de la mise à niveau technique, l'exploitant doit établir une consigne d'exploitation formalisée. Ce document doit préciser les modalités de désactivation et, impérativement, de réactivation systématique des zones en fin de journée pour assurer la couverture totale du site en l'absence de personnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois